

BIJLAGE

Samenvatting van de toepassingsmodaliteiten :

De behandeling per injectie bestaat in de inbreng van een gekende dosis pap (water + onkruidverdelger) in elke stengel van de te behandelen klonen, d.m.v. een injectiepistool (Stem Injection System) dat speciaal voor dit soort toepassing ontworpen is.

Het gebruikte toestel is het injectiepistool van het type "JK Injection System" (<http://www.jkinjectiontools.com/> en <http://www.steminjectionsystems.com/about.html>).

Het gebruikte product is Roundup[®] Max naar rato van 8 l/ha (erkende dosis) tussen 15 augustus en 15 oktober. Ter herinnering, tijdens deze periode van het jaar, die overeenstemt met de majoritaire dalende sapstroom (dalend), kan de actieve en/of metaboliëte stof de rizomen dieper bereiken.

De injectie moet vlak onder de 2e knoop van de stengel aangebracht worden om het inspuitable volume in de geleiding te verhogen, een betere verdeling van de pap in de stengel toe te laten en de 1e knoop op het niveau van de interne wand en de weefsels van de knoop te bereiken; de pap kan dan naar de rizomen migreren dankzij verschillende verbindingswegen die met de geleidingsweefsels verbonden zijn en die de dalende sapstroom in de rizomen opslaan.

Deze toepassingen moeten gedurende meerdere jaren herhaald worden naar gelang van de behandelde soorten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2013 houdende afwijking van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1984 houdende verbod op het gebruik van onkruidverdelgingsmiddelen op bepaalde openbare goederen en van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud met het oog op het beheer door het Departement Natuur en Bossen van de Japanse Duizendknoop binnen het domaniale natuurreservaat "la Grande Bruyère" en binnen het biologisch waardevolle vochtige gebied van het moerasland van Harchies.

Namen, 19 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205234]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval (planches 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3, 48/7)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 4 mai 2006 et publié au *Moniteur belge* du 17 mai 2006;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation de l'avant-projet de modification du PASH de la Meuse aval par le Gouvernement wallon en date du 13 décembre 2012 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du zoning industriel d'Hermalle-sous-Huy dans la commune d'Engis (modification 08.01);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Eben-Emael dans la commune de Bassenge (modification 08.02);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif des rues Papilards et Vieux Chemin, dans la commune de Beyne-Heusay (modification 08.03);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Bouillenne, à Cerexhe-Heuseux dans la commune de Soumagne (modification 08.04);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le lieu dit « Devant le Pont » dans la commune de Visé (modification 08.05);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le zoning industriel de la rue de Maestricht dans la commune de Visé (modification 08.06);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'Impasse du Manil, à Geer (modification 08.07);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour les villages de Faimés, Celles et Viemme dans la commune de Faimés (modification 08.08);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'Impasse Bruyère dans la commune d'Andenne (modification 08.09);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue Vandervelde, dans la commune de Marchin (modification 08.10);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le parc d'activités économiques de Wandre dans la commune de Liège (modification 08.11);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome et collectif pour la zone du Faubourg Sainte-Catherine dans la commune de Huy (modification 08.12);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le site de Cockerill dans la commune de Seraing (modification 08.14);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Walheimerstrasse dans la commune de Raeren (modification 08.15);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour la Chaussée Ledouble dans la commune d'Awans (modification 08.16);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome et collectif pour le village de Saint-Jean Sart dans la commune d'Aubel (modification 08.17);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de « Horster Park » dans la commune de Raeren (modification 08.18);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Aineffe dans les communes de Faimés et Villers-le-Bouillet (modification 08.19);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village « Les Avins » dans la commune de Clavier (modification 08.20);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Brus à Bas-Slins dans la commune de Bassenge (modification 08.21);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 13 décembre 2012, publié au *Moniteur belge* du 8 février 2013;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre ce projet de modification du PASH de la Meuse aval à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernées et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 25 février 2013 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 08.01/ 08.04/ 08.05/ 08.06/ 08.07/ 08.08/ 08.10/ 08.11/ 08.14/ 08.15/ 08.16/ 08.19;

Considérant dès lors que les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de la Meuse aval sont maintenues;

Vu les avis favorables sous conditions de certaines instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 08.02/ 08.03/ 08.09/ 08.12/ 08.17/ 08.18/ 08.20/ 08.21; que les autres instances ont majoritairement remis un avis favorable;

Considérant que les conditions susvisées concernent des éléments qui seront abordés dans le cadre de l'instruction du permis d'urbanisme, que dès lors les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de la Meuse aval sont maintenues;

Vu les avis favorables sous conditions de la majorité des instances consultées pour la modification du PASH numérotée 08.20;

Considérant que les conditions susvisées visent le déplacement de la STEP en dehors de la zone de prévention de captage et la reprise de deux rues supplémentaires en régime d'assainissement collectif, que cette demande est justifiée et réalisable d'un point de vue technico-financier, que la demande est dès lors intégrée au projet de modification;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval, visée à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe I^{re}

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et des cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau 14-16, avenue de Stassart, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205234]

19. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts (Karten 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3, 48/7)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates (91/271/EWG) vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 43, § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts, von der Wallonischen Regierung am 4. November 2006 endgültig genehmigt und am 17. Mai 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts durch die Wallonische Regierung am 13. Dezember 2012, der insbesondere Folgendes betrifft:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren des Betriebsgeländes Hermalle-sous-Huy in der Gemeinde Engis (Abänderung Nr. 08.01);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Eben-Emael in der Gemeinde Bassenge (Abänderung Nr. 08.02);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der Straßen "rue Papilards" und "Vieux Chemin" in der Gemeinde Beyne-Heusay (Abänderung Nr. 08.03);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Bouillenne" in Cerehe-Heuseux in der Gemeinde Soumagne (Abänderung Nr. 08.04);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortslage "Devant le Pont" in der Gemeinde Visé (Abänderung Nr. 08.05);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Betriebsgelände der rue de Maestricht in der Gemeinde Visé (Abänderung Nr. 08.06);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "impasse du Manil" in Geer (Abänderung Nr. 08.07);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dörfer Faimés, Celles und Viemme in der Gemeinde Faimés (Abänderung Nr. 08.08);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "impasse Bruyère" in der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr. 08.09);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der rue Vandervelde in der Gemeinde Marchin (Abänderung Nr. 08.10);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Wandre in der Gemeinde Lüttich (Abänderung Nr. 08.11);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Faubourg Sainte-Catherine in der Gemeinde Huy (Abänderung Nr. 08.12);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Cockerill in der Gemeinde Seraing (Abänderung Nr. 08.14);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Walheimerstraße in der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr. 08.15);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das "chaussée Ledouble" in der Gemeinde Awans (Abänderung Nr. 08.16);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Saint-Jean Sart in der Gemeinde Aubel (Abänderung Nr. 08.17);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Horster Park" in der Gemeinde Raeren (Abänderung Nr. 08.18);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Aineffe in den Gemeinden Faimés und Villers-le-Bouillet (Abänderung Nr. 08.19);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf "Les Avins" in der Gemeinde Clavier (Abänderung Nr. 08.20);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Brus" in Bas-Slins in der Gemeinde Bassenge (Abänderung Nr. 08.21);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Februar 2013 veröffentlichten Erlass vom 13. Dezember 2012 von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, die "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 25. Februar 2013 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten aller zu Rate gezogener Instanzen für die 08.01/ 08.04/ 08.05/ 08.06/ 08.07/ 08.08/ 08.10/ 08.11/ 08.14/ 08.15/ 08.16/ 08.19 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet;

In der Erwägung, dass demnach die oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten von bestimmten Instanzen für die 08.02/ 08.03/ 08.09/ 08.12/ 08.17/ 08.18/ 08.20/ 08.21 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen mehrheitlich ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die obenerwähnten Bedingungen Elemente betreffen, die im Rahmen der Untersuchung der Städtebaugenehmigung behandelt werden; dass demnach die oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten der Mehrheit der zu Rate gezogenen Instanzen für die 08.20 nummerierte Abänderung;

In der Erwägung, dass die vorerwähnten Bedingungen die Verlegung der "STEP" außerhalb der Präventivzone für die Wasserentnahme und die Aufnahme von zwei zusätzlichen Straßen in das kollektive Sanierungsverfahren betrifft; dass dieser Antrag begründet und in technischer und finanzieller Hinsicht machbar ist; dass der Antrag somit in den Abänderungsentwurf eingegliedert ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die in der Anlage I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. September 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromabwärts

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas abwärts besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205234]

19 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas (bladen 34/5, 34/6, 34/7, 35/6, 41/2, 41/3, 41/4, 41/7, 41/8, 42/2, 42/3, 42/4, 42/5, 43/2, 43/3, 48/1, 48/2, 48/3, 48/7)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (CWATUPE), inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3 houdende organisatie van het openbaar onderzoek;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas dat op 4 mei 2006 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 17 mei 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied door deze opdracht aan de "S.P.G.E." toe te vertrouwen;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas op 13 december 2012, met name betreffende :

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de industriezone van Hermalle-sous-Huy in de gemeente Engis (wijziging nr. 08.01);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Eben-Emael in de gemeente Bitsingen (wijziging nr. 08.02);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rues Papilards et Vieux Chemin" in de gemeente Beyne-Heusay (wijziging nr. 08.03);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue Bouillenne" te Cerexhe-Heuseux in de gemeente Soumagne (wijziging nr. 08.04);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gehucht "Devant le Pont" in de gemeente Wezet (wijziging nr. 08.05);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de industriezone van de "rue de Maestricht" in de gemeente Wezet (wijziging nr. 08.06);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "impasse du Manil" te Geer (wijziging nr. 08.07);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de dorpen Faimes, Celles en Viemme in de gemeente Faimes (wijziging nr. 08.08);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "impasse Bruyère" in de gemeente Andenne (wijziging nr. 08.09);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue Vandervelde" in de gemeente Marchin (wijziging nr. 08.10);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het bedrijvenpark van Wandre in de gemeente Luik (wijziging nr. 08.11);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de zone van de "Faubourg Sainte-Catherine" in de gemeente Hoei (wijziging nr. 08.12);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de site van Cockerill in de gemeente Seraing (wijziging nr. 08.14);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Walheimerstrasse" in de gemeente Raeren (wijziging nr. 08.15);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "chaussée Ledouble" in de gemeente Awans (wijziging nr. 08.16);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Saint-Jean Sart in de gemeente Aubel (wijziging nr. 08.17);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied Horster Park in de gemeente Raeren (wijziging nr. 08.18);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Aineffe in de gemeenten Faimes en Villers-le-Bouillet (wijziging nr. 08.19);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp "Les Avins" in de gemeente Clavier (wijziging nr. 08.20);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Brus" te Bas-Slins in de gemeente Bitsingen (wijziging nr. 08.21);

Overwegende dat de Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig met de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied toe te kennen, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor ze beslist heeft dat plan vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling in haar besluit van 13 december 2012 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 februari 2013;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 25 februari 2013 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, 44, van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige geachte adviezen van de instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 08.01/ 08.04/ 08.05/ 08.06/ 08.07/ 08.08/ 08.10/ 08.11/ 08.14/ 08.15/ 08.16/ 08.19;

Overwegende dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas dus gehandhaafd worden;

Gelet op de voorwaardelijk gunstige adviezen van sommige instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 08.02/ 08.03/ 08.09/ 08.12/ 08.17/ 08.18/ 08.20/ 08.21; dat de andere instellingen voor het merendeel een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op elementen die in het kader van de behandeling van de stedenbouwkundige vergunning behandeld zullen worden; dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas dus gehandhaafd worden;

Gelet op de voorwaardelijk gunstige adviezen van het merendeel van de instellingen geraadpleegd voor de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 08.20;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden de verplaatsing van het waterzuiveringsstation buiten het voorkomings- en waterwingebied en de opname van twee bijkomende straten in het gemeenschappelijke saneringsstelsel beogen; dat die aanvraag gerechtvaardigd wordt en vanuit technisch en financieel oogpunt haalbaar is; dat de aanvraag dan ook in het ontwerp van wijziging opgenomen is;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas

Het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden : <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH; Subrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205236]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Florennes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Florennes du 10 juillet 2012 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 1^{er} octobre 2012;

Considérant que la commune de Florennes ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Florennes est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 19 septembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO